



LE NUCLÉAIRE ET SES LUTTES

QUELQUES JALONS HISTORIQUES

par Marie-Christine Gamberini

Suivant la
chronologie
proposée
par Jean Pignero
*nous sommes
en l'An 121 de
l'ère atomique*

An zéro :
découverte
des rayons X par
l'Allemand Röntgen

1895

Henri Becquerel découvre la **radioactivité naturelle** de l'uranium, métal isolé en 1789 par l'Allemand Klaproth. Cocorico ! La famille Curie achèvera de placer l'atome au panthéon de la mythologie scientifique française. Les utilisations sont d'abord ludiques, médicales et cosmétiques mais les autres (mutation des plantes, ionisation des aliments... et bien sûr énergie) arriveront très vite sur le papier. Les **premières alertes** (dès 1896 aux USA) et luttes sont dues aux **radiologues** (premiers touchés) et aux **biologistes** (dégâts génétiques)

1896

Découverte du polonium et du radium (Marie Curie)

1898

Prix Nobel de *physique* à Becquerel et aux époux Curie. Georges Bohn démontre que les radiations ionisantes peuvent aussi avoir des effets nocifs tardifs

1903

Les biologistes Bergonier et Tribondeau montrent que les cellules sont d'autant plus sensibles aux rayonnements que l'activité de reproduction est grande et la capacité de reproduction conservée plus longtemps.

Principales revendications :

- *Limitation des expositions aux rayons X et au radium, puis à l'ensemble des rayonnements ionisants*
- *Restriction des usages au domaine médical et civil*

1906

Prix Nobel de *chimie* à Mme Curie

1911

Brevetage du **paratonnerre** à tête radioactive. La fabrication des paratonnerres au radium ne cessera qu'en 1987

1914

Sur le front, les
« petites Curies »
(véhicules
radiologiques)
d'Irène et Marie
contribuent à
populariser les
rayons

1914-18

Hermann Joseph Müller
met au point une technique
de *mutagenèse par rayons X*
(des drosophiles) qui lui
vaut en 1946 le prix Nobel
de physiologie ou médecine.
Il est ainsi le premier à
démontrer que les radiations
ionisantes induisent des
altérations génétiques

1927

L'année de la création
du Front populaire, **invention
de la radioactivité artificielle**,
qui vaudra aux Joliot-Curie
le prix Nobel de chimie
en 1935. Frédéric Joliot
annonce alors la perspective
de « transmutations à
caractère explosif », qu'il
fera breveter en 1939

1934

Inauguration à
Hambourg d'un
monument aux
radiobiologistes
(sur l'histoire
des instances de
« radioprotection »
internationales,
voir Yves Lenoir, *La
Comédie atomique*)

1936

Invention du
plutonium par le
chimiste Glenn Seaborg.
Pendant le **projet
Manhattan** (bombe
atomique), opposition
de rares physiciens et
début du modèle de
coopération public-privé
(avec DuPont, etc.)

1940

La *première
pile atomique*
est mise au
point à Chicago
par Enrico Fermi.
Joliot adhère
au PCF. Il sera
membre du
Comité central
en 1956

1942

Après l'explosion de « Little Boy »
(6 août, à l'uranium) et de « Fat Man »
(9 août, au plutonium) au-dessus de **Hiroshima**
et **Nagasaki**, divergence au sein de l'*Atomic
Bomb Casualty Commission* entre les médecins,
qui réclament des *études épidémiologiques*,
et les biologistes, qui les trouvent au mieux
inutiles (ils en savent déjà assez).
Dans la presse française, le 8 août, Albert
Camus sera le seul à ne pas s'enthousiasmer

1945

Fermi propose le concept de *surgénérateur*.
18 octobre : création par de Gaulle du Commissariat à l'Energie Atomique.
Joliot en sera le premier Haut Commissaire avant d'être révoqué en 1950

Contestations croissantes de la course aux armements USA-URSS dans le cadre de la Guerre froide : s'y ajoutent le Mouvement de la paix (PCF) et des physiciens repentis (Oppenheimer...) affolés par la bombe H (à l'hydrogène).
Au sein du mouvement pacifiste, tout le monde n'est pas contre les usages « civils », dits pacifiques. Ce que l'on retrouvera, inversé, dans les années 1970 où les opposants aux centrales nucléaires ne veulent pas tous le renoncement au nucléaire militaire, puis dans d'autres luttes (opposants à l'enfouissement pas tous antinucléaires ; antinucléaires pas tous anti-THT...)

1946

Inauguration de Zoé, première pile atomique française (eau lourde, plutonigène)

1948

Première bombe A soviétique (22 kilotonnes)

1949

Appel de Stockholm, lancé par le Mouvement de la paix : « *Nous exigeons l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination* »

1950

Première bombe A britannique (îles Montebello, Australie).
Première bombe H américaine (atoll d'Eniwetok, 10 mégatonnes)

1952

En décembre à l'ONU, discours ***Atoms for peace*** d'Eisenhower.
Lutte contre l'**ERS**, examen radioscopique systématisé après la découverte de « tuberculoses florides ». Il sera supprimé dans les maternités en 1958

1953

Construction à Genève du laboratoire du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire, dont les liens avec le militaire sont structurels (voir Grinevald & alii, *La Quadrature du CERN*), mais que la France eût souhaité plus centré sur « l'énergétique » (discours de R. Dautry, administrateur du CEA, à Lausanne en 1949 : « *Un jour peut-être, avant vingt ans, la vie matérielle de l'Europe ne sera plus assurée par des millions de tonnes de charbon mais par quelques tonnes d'uranium* »)

1954

Les Soviétiques sont les premiers à coupler un réacteur, Obninsk, au réseau électrique.
Luttes contre les premiers réacteurs censément civils

Divergence de Marcoule G1 (G2 et G3 suivront en 59 et 60).
1^{er} programme graphite-gaz d'EDF (Chinon, Saint-Laurent, Bugey) ; production de plutonium à Châtillon.
Conférence de Marion King Hubbert sur le pic pétrolier aux USA intitulée « Nuclear Energy and the Fossil Fuels »

1956

Catastrophes de **Kychtym**/Mayak (longtemps tenue secrète) et **Windscale** (depuis rebaptisé Sellafield), rétrospectivement classées 6 et 5 sur l'échelle INES de 1990

1957

Aux USA, en mars, le *rapport Brookhaven* alerte sur l'ampleur des conséquences matérielles d'éventuels accidents nucléaires et, à l'automne, le *Price-Anderson Act* limite drastiquement la responsabilité civile des exploitants et industriels du nucléaire.
En décembre, couplage au réseau de Shippingport, 1^{er} réacteur électronucléaire.
En France, le 2^e plan de développement nucléaire vise 850 MW en 1965

1^{er} janvier : entrée en vigueur du traité **Euratom**.
Déclassification des recherches militaires sur la fusion atomique (dont les **tokamaks** soviétiques, ancêtres d'ITER)

1958

Signature de l'accord qui inféode l'**OMS** à l'AIEA.
Lancement de la construction du surgénérateur **Rapsodie** à Cadarache.
Protestations des pacifistes de « Contre la Bombe »

1959

Explosion en Algérie de la **première bombe A française**.
La Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, dite *Convention de Paris*, transpose pour l'Europe le Price-Anderson Act

1960

La *Tsar Bomba*, la plus puissante jamais réalisée (plus de 50 Mt), explose en Nouvelle Zemble.
Au Congo ex-belge, l'éventualité d'une nationalisation des mines d'uranium du Katanga (d'où provenait l'uranium du projet Manhattan) contribue à l'assassinat de Patrice Lumumba

1961

Création par Jean Pignero de l'Association contre le danger radiologique (ACDR), qui deviendra en 1966 l'Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants, puis l'**AIPRI** qu'il fondera en 1993 avec le Belge Maurice-Eugène André

1962

Début de la construction de l'usine d'extraction de plutonium de **La Hague** pour pallier une éventuelle indisponibilité de Marcoule. Elle sera recyclée dans le « civil » dans les années 70, époque où démarreront les luttes contre la pollution atomique de La Hague (rejointes par Didier Anger en 1972)

En octobre, apogée de la Guerre froide avec la **crise des missiles de Cuba** (suite à la tentative des USA de renverser Fidel Castro en 1961 après la nationalisation des raffineries de pétrole)

Fondation par Jean Rostand, Claude Bourdet et des membres du PSU, du **Mouvement Contre l'Arme Atomique**, qui deviendra en 1968 le **Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté** et qui travaille avec des pacifistes comme Louis Lecoin. Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires (craintes suscitées par les contaminations au strontium des dents des enfants...) : les USA, l'URSS, la GB cessent leurs essais atmosphériques. La France les poursuivra jusqu'en 1974, la Chine en 1980

1963

Lancement du SNLE *Le Redoutable*, premier sous-marin nucléaire français. Service actif de 1971 à 1991

1967

16 mai : l'Assemblée nationale française adopte la loi dérogatoire sur la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires

1968

Suisse : fusion du cœur du réacteur de **Lucens** et démarrage de **Beznau**, aujourd'hui le plus vieux réacteur d'Europe et presque du monde (Tarapur 1, en Inde, le devance de quelques semaines)

1969

France : fin de la filière Uranium Naturel Graphite Gaz : *manifestations de physiciens et membres du CEA contre son abandon* (indépendance nationale, quantité d'uranium, etc.). Peu après, **fusion de cœur à Saint-Laurent-des-Eaux A1** (niveau 4, qualifié à l'époque d'incident). Comme Pompidou, dont la famille a des intérêts chez General Electric, tombe malade, c'est finalement Westinghouse (filiale Giscard) qui emportera le marché des *réacteurs à eau sous pression*

La politique de détente amène le *début de l'opposition spécifique et de masse au nucléaire civil* (on est au 3^e programme électronucléaire) qui sera, avec les autres ravages des bétonneurs, à l'origine de l'écologie militante en France.

Dénonciations très argumentées mais surtout *demandes de **moratoire**, lutte contre les **constructions** de centrales, **scénarios de non-entrée** dans le nucléaire (Alter, etc.) grâce aux énergies alternatives, autres modèles de société que le consumérisme productiviste.* Après 68, l'argument *génétique* devient politiquement incorrect ; l'anti-autoritarisme prime. À l'époque, la CFDT est contre le nucléaire (et pour le charbon)

Le mathématicien Alexandre Grothendieck lance avec Pierre Samuel et Claude Chevalley le groupe **Survivre**, qui deviendra *Survivre et vivre*

1970

Création des **Amis de la Terre France** (qui encourageront bientôt celle de Greenpeace France)
Première manifestation contre **Fessenheim** (lancement de la construction) à l'initiative du **Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin**)
Pierre Fournier (*Charlie Hebdo*) lance la première manif au **Bugey**

1971

Campagne de **René Dumont** ; création du Mouvement écologique (ME) par Solange Fernex, Antoine Waechter, Philippe Lebreton.
Giscard « *Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent* ». Evelyne Baylet, le 16 mai 1975 « *Quelles que soient les retombées économiques, la vie des gens vaut davantage* »

1974

Création du **CRILAN** contre le projet de centrale à Flamanville

1975

Création du **Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire**, que les Belbéoch quitteront en 2004 (ambiguïtés de l'expertise des physiciens...)

1976

Manifestation contre le surgénérateur de **Creys-Malville** (mort de Vital Michalon) ; libertaires, écolos de tous poils, maos... tout le monde n'a pas les mêmes intérêts. Raccordement au réseau électrique de Fessenheim 1 et 2 ; création de la première CLI nucléaire (commission locale d'information)

1977

Création du **World Information Service on Energy**. *L'Autriche renonce à mettre en service sa première et dernière centrale nucléaire* (Zwentendorf). Son refus du nucléaire sera inscrit dans la constitution en 1999

1978

Le film *Le syndrome chinois* sort en mars aux USA, 12 jours avant la fusion de cœur partielle à **Three Mile Island**, sur un type de centrale analogue à celles qui sont alors construites en France. Fin des nouveaux projets électronucléaires aux États-Unis

1979

Création à Dijon du Mouvement d'écologie politique (MEP) qui deviendra en 1982 Les Verts-Parti écologiste, puis fusionnera en 1984 avec Les Verts Confédération écologiste

Création de l'**Agence Nationale** pour la gestion des **Déchets RA**dioactifs, qui hérite du Centre de stockage de la Manche (1969) et deviendra en 1991 indépendante du CEA

Le 13 mars, fusion partielle du cœur de Saint-Laurent-des-Eaux A2 (niveau 4, plus grave que celle de 1969)

1980

Le nucléaire devient de gauche.
Plogoff ne se fait pas, **Golfech** se fera ;
ses 30 ans sont prévus pour 2020 et 2023.
Même trahison dans les Ardennes :
la construction de **Chooz** B1 et B2
démarre en 1984 et 1985.
C'est Mitterrand qui inaugurera
le plus de réacteurs et autorisera
le plus d' « essais » nucléaires

1981

*Début de la « concertation » avec les ONG, multiplication
des lieux « d'information » et arènes de discussion sur
l'amélioration de la « sécurité ». Professionnalisation
progressive des associations ; accroissement du degré
d'expertise (d'où démotivation du commun des mortels,
délégation de militance...) Suivront les débauchages/
neutralisations de militants écolos avec leur entrée
en politique, la multiplication des scrutins électoraux,
les ouvertures des listes à la « société civile »...*

Les services
secrets français
coulent le
Rainbow Warrior
de Greenpeace,
qui faisait route
vers Mururoa pour
protester contre les
essais nucléaires

1985

À **Tchernobyl**, l'explosion catastrophique
du réacteur 4 n'entraîne aucune « sortie »
du nucléaire (la centrale ne fermera que fin
2000, et aujourd'hui, l'Ukraine compte encore
plus de réacteurs qu'à l'époque).
Face aux mensonges officiels en France,
émergence d'associations citoyennes de
surveillance de la radioactivité : **CRIIRAD**
à Valence, **ACRO** en Normandie

1986

Création du **Comité Stop
Nogent**, qui s'oppose à la mise
en service de cette centrale
proche de Paris et, au vu de
l'ampleur des catastrophes
possibles et de l'impossibilité
d'y faire face de manière
démocratique, prône *l'arrêt
en urgence* des réacteurs
existants *par tous les moyens
immédiatement disponibles*.

Mais difficile pour des écolos français d'assumer des demandes de fermeture (impression de gaspillage si on arrête une fois tous les frais engagés, illusion de pouvoir profiter du démantèlement de la filière charbon pour développer les renouvelables...). Et les formations politiques peinent à faire passer ces questions en tête de leurs priorités, au risque d'alliances qui brouilleraient les clivages idéologiques. Faute de morts immédiates qui pourraient mobiliser, les riverains les plus inquiets quittent les sites, laissant le champ libre à EDF

1986

Accident de **Goiânia** au Brésil (niveau 5). Au moins 4 morts et 245 personnes contaminées par une source de radiothérapie au Cs 137

1987

Colloque « Nucléaire, santé - sécurité » organisé à Montauban (siège de la CLI de Golfech) par le Conseil Général du Tarn-et-Garonne ; Pierre Tanguy (EDF) : « *On ne peut exclure que dans les dix ou vingt ans à venir un accident nucléaire civil grave se produise dans l'une de nos installations.* » Début de la construction de **Civaux**, sur une rivière dont EDF a toujours jugé le débit insuffisant. Qu'importe ? René Monory aura sa centrale, à 45 mn du Futuroscope

1988

L'Italie ferme ses deux derniers réacteurs, suite au référendum intervenu en 1987 (confirmé par un autre, prévu pour relancer la filière, mais qui aura lieu, par chance, en 2011).

1990

3 irradiés à **Forbach** (Moselle) lors de la maintenance d'un irradiateur industriel (classé niveau 3). Le plus touché mourra à 42 ans, en 2007. Dominique Voynet, tout juste élue députée européenne, renonce à son siège pour devenir porte-parole nationale des Verts et s'oppose aux tenants du « ni droite ni gauche, l'écologie n'est pas à marier »

1991

Validation de la stratégie de « gauche plurielle » du parti vert, qui le conduit à *renoncer* à son programme politique de *sortie du nucléaire en un septennat* au profit de scénarios techniques sur 20-25 ans. À la commission Énergie, les physiciens cèdent peu à peu la place aux énergéticiens. Du coup, Stop Nogent publie son 1^{er} scénario de sortie en urgence

1993

Parution de la BD *Le nucléaire détrôné* (Antoine Bonduelle, Inestene, Silence, Greenpeace, Les Verts...). La préface d'Hélène Crié résume le changement d'orientation :

« La nouvelle vague antinucléaire joue finement : elle ne réclame plus l'arrêt immédiat des centrales en activité, se contentant d'exiger une sécurité accrue, mais parie sur l'immense gisement d'économies d'électricité qui reste à exploiter, en France et dans le monde. »

1994

On découvre aussi dans cette BD la définition du négawatt : *« dû à Amory Lovins, cette expression désigne littéralement le kilowatt économisé. Comme le kilowatt des débuts, c'est d'abord une construction intellectuelle, mais qui prend forme une fois le marché établi. Pour vendre du négawatt, les compagnies proposent à leurs clients (des industries ou des compagnies électriques) de réaliser des économies d'électricité, qui seront facturées comme s'il s'agissait d'une nouvelle centrale. »*

Démarrage de la production industrielle de MOX (mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium) dans l'usine **Melox** près de Marcoule. Allemands et Japonais seront les principaux clients étrangers. Enquête publique en vue du démantèlement de **Brennilis** (Finistère), petit réacteur à eau lourde et CO₂ à l'arrêt définitif depuis 1985. C'est le début d'un long feuilleton... Quelques semaines avant les 50 ans d'Hiroshima, le président Chirac ordonne une dernière campagne d'**essais nucléaires dans le Pacifique**. La France signera le **TICE** (traité d'interdiction complète des essais nucléaires) l'année suivante

1995

La suspension par Chirac du **service militaire** (créé en 1905) achève de mettre le pacifisme militant au second plan au profit de « l'humanitaire » et entraîne une crise dans les milieux associatifs en les privant de précieux objecteurs de conscience. Malgré les luttes locales, connexion au réseau de Chooz B1 (B2 en 1997), 1 500 MW (la Mise en Service Industriel n'interviendra toutefois qu'en 2000 : visiblement le nouveau « **palier N4** » n'est pas au point). La date hypothétique de fin de sortie progressive du nucléaire s'en trouve repoussée à 2026-27 (30 ans) voire 2036-37 (40 ans) ou même 2040 si on se base sur la MSI

1996

Dominique Voynet laisse à son suppléant socialiste son siège à l'Assemblée nationale pour devenir ministre de l'Environnement de Jospin. Ses conseillers énergie sont Bernard Laponche et Pierre Radanne. Elle signera le décret de réalisation du labo de **Bure**. La fermeture de Creys-Malville suscite de grands espoirs chez les écologistes, sans analyse de sa spécificité.

1997

Dissolution des « Européens contre Superphénix », basés à Lyon, et création du **Réseau Sortir du nucléaire** (qui comptera parmi ses permanents nombre de membres ou sympathisants des Verts). Les groupes du Sud-Ouest (Golfech raccordée au réseau en 1990 et 1993 malgré des luttes depuis 1974) y sont très impliqués, en principe favorables à l'arrêt immédiat... mais aussi à une fédération large.

La **Charte** de compromis rédigée à Agen lors de la première AG du RSDN dit « *nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire* ». Cela privilégie la voie du salut par les urnes et présuppose que la décision détermine la pratique (pour la législation sur l'IVG, par exemple, ce fut l'inverse) ou que toute décision politique, fût-ce à long terme, est automatiquement appliquée. Côté moyens, cette charte fondatrice prévoit, outre l'essor des renouvelables et les économies d'énergie,

« le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération...) »

Mais même le gaz et la cogénération massive disparaîtront vite de la prose du RSDN au profit des seules EnR à petite échelle, ou d'un éolien industriel au rythme de déploiement insuffisant pour entraîner des fermetures de réacteurs. Très vite, priorité sera donnée au volet « déchets » (censé être le talon d'Achille) et à la lutte contre les nouveaux réacteurs (EPR) initialement portée par Greenpeace. Les différentes luttes en principe fédérées se retrouvent

en pratique souvent en concurrence, faute d'un horizon temporel clair qui permettrait de tout articuler. Jugeant le RSDN plus centré sur un temps long politique et une vision champêtre de la production d'électricité (qui ignore les problèmes propres aux grandes agglomérations) que sur une réelle volonté d'arrêt pour éviter la catastrophe, Stop Nogent refuse de s'y associer (cf. courriers reproduits dans la Lettre n° 75 du comité Stop Nogent) et publie *Il faut sortir de l'impasse nucléaire avant la catastrophe, c'est possible !* actualisation étoffée de son scénario de 1993.

La CRIIRAD alerte les **cheminots** sur la contamination des conteneurs de « combustible » usé transportés par la SNCF

1998

Au Belarus, arrestation politique du Pr Youri **Bandajevski**, dont les découvertes sur les effets des faibles doses de césium dérangent. Malgré la mobilisation internationale, il ne sera libéré qu'en 2006. Au Japon, accident de criticité (fissions incontrôlées) à **Tokai-mura** (classé 4) dans une usine de conversion d'uranium. Décembre : raccordement au réseau de Civaux 2 ; MSI des deux réacteurs en 2002. L'horizon théorique de sortie progressive recule d'autant. Inondation du **Blayais** lors de la grande tempête, quelques semaines après la création de *Tchernoblaye*. Les précautions prises en vue du bug de l'an 2000 contribuent à sauver la centrale d'une catastrophe certaine

1999

Atomkonsens pour une sortie progressive du nucléaire en Allemagne.
L'AG du RSDN vote l'élaboration d'un scénario de sortie la plus rapide concevable, quitte à recourir à des rationnements ; il faudra des années de bâtons dans les roues divers et variés pour que ce projet aboutisse en partie... (voir 2007)

2000

On arrive aux 25 ans du parc Giscard, date à laquelle le nucléaire était censé s'arrêter tout seul pour peu que soit bloquée la construction de nouveaux réacteurs. Relance du projet de fusion nucléaire par le fin tacticien qu'est Chirac : avec **ITER**, l'horizon de sortie du nucléaire, c'est plus jamais. Dans les médias, même écolos, la pollution atmosphérique tend à être ramenée aux seuls gaz à effet de serre (et les GES au seul CO₂). EDF, qui avait mis la pédale douce sur le sujet après 1986, exulte

Début du XXI^e siècle

11 septembre à New York, effondrement des tours du World Trade Center.
21 septembre à Toulouse, explosion de l'usine **AZF**, illustration pratique des difficultés de confinement, de respect des consignes, d'évacuation, d'indemnisation, etc. lors d'un éventuel accident nucléaire

2001

À la présidentielle, le **MEI** de Waechter sera le seul à mettre encore en avant l'arrêt rapide du nucléaire (« *Des centrales moins polluantes au gaz et au charbon peuvent assurer la transition* ») avant de basculer lui aussi dans le refus démagogique de tout emploi (visible) du charbon, même pour fermer des réacteurs

2002

Grand débat public sur l'énergie ; parution du *premier scénario négaWatt* (suivants : 2006 et 2011)

2003

Loi de « sortie » du nucléaire en **Belgique**, présentée comme exemplaire mais qui prévoit l'exploitation des réacteurs jusqu'à 40 ans et subordonne leur arrêt à l'existence de moyens de remplacement. Les écolos français applaudissent ; les écolos belges moins. En décembre, Areva et Siemens signent avec TVO le contrat pour l'**EPR finlandais**, censé être livré en 2009, et que les Finlandais attendent toujours...

EDF, qui était un Établissement public à caractère industriel et commercial, devient une Société anonyme. L'année précédente, pour enjoliver les bilans, François Roussely avait passé de **30 à 40** ans la durée d'amortissement des réacteurs (rebelote en juillet 2016 > **50** ans)

2004

Dans un contexte d'ouverture du marché de l'électricité, création d'**Enercoop** par un groupe d'associations pour tenter de peser sur la politique énergétique lors des présidentielles suivantes

2005

La centrale de **Forsmark** passe à deux doigts d'un accident majeur, ce qui n'empêchera pas la **Suède** de lever en 2009 son moratoire sur la construction de nouvelles centrales (en 1980, suite à référendum, le pays avait décidé d'une sortie de l'électronucléaire avant 2010)

2006

30 ans de Fessenheim, l'AG du RSDN a lieu en Alsace. Hormis un vague vœu pour la fermeture de la centrale, priorité reste donnée à la lutte contre les nouveaux réacteurs, présumée plus rapidement « gagnable ». La Charte atteint les limites de sa capacité à rassembler les antinucléaires convaincus. Publication par le RSDN de l'**Étude sur des sorties du nucléaire en 5 et 10 ans** mais... *après* la présidentielle, contrairement à ce qui avait été prévu (une campagne d'interpellation des candidats sur l'EPR ayant été privilégiée à la dernière minute).

2007

26 avril : Début des vigies quotidiennes d'Independent Who devant l'OMS

En juillet, un séisme de magnitude 6,8 entraîne l'arrêt total de la plus puissante centrale nucléaire du monde, **Kashiwazaki-Kariwa**, exploitée par TEPCO
Grenelle de l'Environnement ;
Greenpeace quitte le RSDN

2007

Création du collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » (Attac, Cedetim, Collectif Tchinquaghen, LCR, Les Verts, Réseau Sortir du nucléaire, Sud Energie – Solidaires, Survie, Via Campesina).
Les Allemands apprennent la contamination en césium 137 de la mine de sel d'**Asse**, censément étanche, où des fûts de déchets radioactifs ont été entreposés à partir de 1967 et où de l'eau s'infiltré depuis 1988.
Élections européennes : le RSDN lance une campagne « *Ni nucléaire ni effet de serre* »

2008

L'administration Obama rejette, pour cause d'instabilité géologique, le stockage de déchets radioactifs à **Yucca Mountain**, qui devait démarrer en 2012

2009

Octobre : rassemblement anti-nucléaire calamiteux (politiquement et financièrement) à **Colmar**.
Fin 2009 et début 2010, le RSDN, paralysé par une surréaliste grève des salariés pour faire licencier leur collègue Stéphane Lhomme, sera médiatiquement inexistant lors des élections régionales.

La *Lituanie* ferme son dernier réacteur nucléaire ; la mise en service du réacteur de Bouchehr, en *Iran*, maintiendra toutefois à **31** le nombre des États un tant soit peu électronucléarisés.

Début des tentatives de refondation du RSDN. En octobre, Angela Merkel revient sur la sortie du nucléaire en Allemagne et prolonge l'exploitation des centrales.

Le prototype de « réacteur de 4^e génération » **ASTRID** (surgénérateur au sodium, projet lancé par Chirac en 2006) bénéficie du label *Investissements d'avenir* dans le cadre du « grand emprunt » lancé par Sarkozy

2010

Une semaine après **Fukushima** (et juste avant une AG du RSDN qui s'annonçait houleuse), lancement de l'Appel « Nucléaire, nous voulons avoir le choix » signé par de nombreuses formations politiques. Il passera à la trappe dès mai : pas d'interpellation d' « amis » ou « alliés » pendant la présidentielle... Du coup, *fin des nombreuses manifestations citoyennes spontanées, faute de débouchés.*

2011

8 réacteurs allemands sont mis à l'arrêt définitif en août ; la Suisse décide de « sortir » du nucléaire... en fermant ses cinq réacteurs à 50 ans (entre 2019 et 2034) sans exclure des prolongations à 60 ans ! ; les Pays-Bas maintiennent l'exploitation jusqu'à 60 ans de leur unique réacteur, **Borssele**, mis en service en 1973 (après décision en 1994 de le fermer en 2004, il avait été décidé en 2002 de repousser l'arrêt à 2013, puis décidé en 2006 de l'utiliser jusqu'en 2033).

Le site Gen IV, qui suivait de près la catastrophe au plan technique, disparaît au bout d'un an, son animateur étant écoeuré du peu de résultats. D'autres **Veilleurs de Fukushima** tiennent bon depuis 5 ans, mais une certaine usure se fait sentir

EELV reste sur une ligne politique de « sortie » en 20 ans. Après l'élection de François Hollande, incapacité des antinucléaires associatifs et politiques à exiger la fermeture effective de Fessenheim, pourtant promise par le candidat, et qu'il repousse bien entendu à la fin de son quinquennat, c'est-à-dire au mieux aux 40 ans de la centrale

2012

Déraillement d'un **train** de déchets nucléaires à Drancy.

Après ceux de Saint-Laurent-des-Eaux, Gravelines, Dampierre, Tricastin et Chinon, le Blayais 4 devient le 23^e réacteur français moxé

2013

Au Barp en Gironde, entrée en service du **laser Mégajoule** (simulation d'essais nucléaires, mise au point de *mininukes*...).

20 ans après le lancement du projet Au Nouveau-Mexique, gros rejets de transuraniens d'origine militaire suite à un incendie au **WIPP**, 15 ans à peine après l'ouverture de ce centre pilote d'enfouissement en profondeur

2014

Des membres d'EELV, du PG, du Partit Occitan, cosignent avec le PCF une demande ambiguë de relocalisation de l'usine de fabrication de combustible nucléaire qui se trouve à Narbonne : *« nous saisissons l'actualité de la restructuration d'Areva et du débat public lors des élections régionales [...] pour exiger la mise en place des conditions de fermeture du site de **Malvési**, et pour permettre la relocalisation de la part de production de carburant nucléaire encore incompressible sur une zone à faible densité de population. »*

Avec 35 réacteurs (24 GW), la Chine assure...
3 % de sa production d'électricité

2015

Février : au Congrès du RSDN, l'équipe élue en 2015 pour le refonder jette l'éponge. Elle lance en mai le collectif « Arrêt du nucléaire », dont les premières Journées d'études ont lieu début septembre au CUN du Larzac.

2016

Cette chronologie est inévitablement partielle et partielle.

Aidez-nous à la compléter !

